



## **Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794**



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
Articles 1 et 2 (Champ d'application)	Sans objet (néant)
Article 3 (Définitions)	Sans objet (néant)
Article 4 (Dossier installation classée) L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan général des bâtiments ( <a href="#">cf. article 9</a> ) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments ( <a href="#">cf. article 6</a> ) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ( <a href="#">cf. article 10</a> ) ; - les consignes d'exploitation ( <a href="#">cf. article 12</a> ) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents ( <a href="#">cf. article 14</a> ) ; - les résultats de la surveillance eau ( <a href="#">cf. article 20</a> ) ; - les résultats de la surveillance air ( <a href="#">cf. article 24</a> ).  Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Dossier à constituer après le dépôt du dossier en Préfecture et l'obtention de l'arrêté d'enregistrement.
Article 5 - (Implantation) Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont éloignées : - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une	Aujourd'hui, le site dispose de 6 aires formalisées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Zone de déchargement</li><li>• Broyage</li><li>• Criblage</li><li>• Maturation</li><li>• Fermentation</li><li>• Stockage.</li></ul>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont suffisamment éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p>	<p>Toutes les aires sont imperméables (béton ou enrobé haute qualité) et disposent d'un caniveau qui collecte les jus et eaux de ruissellement vers la lagune (bassin étanche).</p> <p>L'ensemble des aires est à environ 5 m des limites de propriété.</p> <p>Le plan joint à la demande d'enregistrement fait apparaître les différentes aires.</p> <p>Le hangar existant contient les déchets relatifs aux rubriques 2714 et 2716.</p> <p>Les opérations de broyage de déchets verts sont réalisées sur la plateforme extérieure dédiée à ces déchets (compostage et déchets verts).</p> <p>Aucune construction à usage d'habitation n'est présente à proximité de la plateforme de tri.</p> <p>Dans un rayon de 550 m dans la périphérie dans du site, la déchetterie intercommunale de Beaumerie-Saint-Martin est voisine de la plateforme de tri Astradec.</p> <p>Les terrains les avoisinant sont uniquement des parcelles agricoles.</p> <p>La modélisation FLUMILOG réalisée (zone globale de stockage plateforme compostage/déchets verts) indique que les flux létaux (dont les 5 kW/m<sup>2</sup>) demeurent dans l'enceinte du site.</p>
<p>Article 6 (Comportement au feu)</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p>	<p>Aucun déchet dangereux n'est présent sur le site.</p> <p>Il n'y a pas de construction pour l'activité déchets verts.</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>- ensemble de la structure a minima R15 ; - parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 ; - toitures et couvertures de toiture de classe et d'indice BROOF (t3). Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>	<p>A titre indicatif, la structure du hangar (utilisé pour les activités 2714/2716 est R15 et la structure est en portique en acier (voir Notice de Sécurité fournie par l'architecte du hangar). Un bâtiment correspond aux bureaux; ce dernier est distinct du hangar de tri et de stockage des déchets.</p> <p>Il n'y a pas de chauffage dans le hangar (uniquement chauffage dans les bureaux : électrique).</p>
<p><b>Article 7 (Accessibilité)</b> <b>I. Accessibilité</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p><b>II. Voie « engins »</b> Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li></ul> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres</li></ul>	<p>S'agissant d'un terrain en bordure de route départementale, les accès au site et à la zone exploitée sont suffisamment dimensionnés pour permettre l'intervention des secours.</p> <p>Voir plan de masse (PJ n°2) avec sens de circulation.</p> <p>Des zones de parking et d'entreposage des bennes sont dédiées, au niveau de l'entrée du site.</p> <p>L'accès est possible sur le ½ périmètre de l'installation en permanence.</p> <p>L'exploitation du site nécessite un réseau routier permettant la circulation des poids lourds, de fait entretenu pour pérenniser l'activité.</p> <p>Cette voie dessert au moins le ½ périmètre de la plate-forme de déchets verts.</p>





Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>maximum ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup> ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li><li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li><li>- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</li></ul> <p>2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.</li></ul> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	<p>Pas de bâtiment pour cette activité</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>Article 8 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Désenfumage)</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Non concerné : opérations de broyage des déchets verts effectuées à l'extérieur.</p> <p>Aucun déchet dangereux n'est stocké ou manipulé sur site.</p>
<p>Article 9 (Moyens de lutte contre l'incendie) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>2. De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets ou matières dangereuses facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li><li>3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal</li></ol>	<p>Des extincteurs et des RIA sont installés dans les bâtiments (à proximité de la plate-forme de déchets verts). Et un RIA est présent sur la plateforme de compostage.</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les déchets et matières dangereuses présents dans l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>	<p>Du CO<sub>2</sub> pour installation électrique, une alarme incendie permettent également de limiter les conséquences d'un incendie sur la plateforme de tri.</p> <p>Un réseau de défense incendie d'une poche souple de 240m<sup>3</sup> est présent sur le site, avec 1 poteau incendie à l'entrée du site de débit unitaire supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Ces sources ont validées avec le SDIS, notamment lors de l'instruction au permis de construire récent (hangar DIB).</p> <p>Le calcul D9 a été réalisé pour le risque prépondérant en l'occurrence le hangar DIB, la besoin calculé est de 210 m<sup>3</sup>/h .</p> <p>La surface de la zone de déchets verts est moins importante.</p> <p>Disponible : au moins 60 m<sup>3</sup>/h + réserve (240 m<sup>3</sup>)</p> <p>Pas d'extinction automatique.</p> <p>Une réserve de sable est présente sur le site.</p>
<p><b>Article 10</b> (Installations électriques et mise à la terre)</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	<p>Les installations électriques sont vérifiées annuellement, les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'autorité administrative.</p>
<p><b>Article 11</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins</p>	





Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>III. Le sol des aires d'entreposage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y</p>	<p>Pas de produits liquides exceptés, carburants et huiles pour les engins de manutention.</p> <p>Les produits sont stockés sur rétention.</p> <p>La plate-forme de compostage est sur dalle étanche avec caniveau de collecte des eaux et des jus, raccordé à un bassin étanche</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel d'un liquide polluant, par exemple dans le cas d'une rupture d'un flexible d'huile hydraulique, il est prévu d'immédiatement de saupoudrer une matière absorbante sur ce liquide afin d'éponger ce liquide (voir procédure écrite).</p> <p>L'ensemble de la plate-forme dispose d'un caniveau qui envoie les eaux pluviales et les jus vers la lagune étanche.</p> <p>Ce bassin dispose toujours d'un volume disponible (gestion du bassin étanche par arrosage des andains) permettant la rétention des eaux d'extinction incendie estimées à 530 m<sup>3</sup> suivant D9A (donné en annexe).</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Ce bassin assure le confinement de l'incendie du hangar d'une surface beaucoup plus importante que la zone de travail des déchets verts. Il sera donc de capacité suffisante pour cette activité déchets verts, directement raccordée à ce bassin étanche (pas de vanne à actionner ou dispositif à mettre en œuvre : écoulement gravitaire).</p>
<p><b>Article 12</b> (Consignes d'exploitation)</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>	<p>Les consignes suivantes sont écrites et affichées au niveau du bureau à l'entrée du site</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu (intégré aux consignes de sécurité);</li><li>• l'obligation du « permis d'intervention (intégrées aux consignes de sécurité) ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement et d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 4 de <a href="#">l'article 34</a> ;</li><li>• Les procédures de situation d'urgence (déversement accidentel, incendie notamment les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie);</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li></ul>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
	<ul style="list-style-type: none"><li>• les modes opératoires (réception des déchets);</li><li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;</li><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre.</li></ul>
<p><b>Article 13</b> <b>(Gestion des déchets végétaux)</b></p> <p>I. Admission et traitement des déchets végétaux Les seuls déchets admis dans l'installation sont les déchets végétaux non dangereux, c'est-à-dire des déchets constitués de matière végétale non transformée (bois, écorce, liège, feuilles, etc.).</p> <p>Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets non conformes aux déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>L'exploitant recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par <a href="#">l'article R. 541-43 du code de l'environnement</a> et mentionné dans <a href="#">l'arrêté du 29 février 2012 susvisé</a>. Une inspection visuelle est menée avant le broyage. Les déchets autres que végétaux présents accidentellement dans les déchets végétaux sont retirés avant broyage et traités avec les déchets similaires produits par l'installation.</p> <p>II. Conditions d'entreposage</p>	<p>Chaque chargement sur le site est contrôlé en entrée et généralement pesé (pont bascule à l'entrée du site).</p> <p>Site fermé en dehors des horaires d'ouverture.</p> <p>Une aire de réception est aménagée au niveau d'une aire spécifique, tous les déchets sont déposés sur cette aire pour être contrôlés visuellement, avant traitement / stockage.</p> <p>Mode opératoire appliqué sur le site de Beaumerie-Saint-Martin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Vérification du CAP à l'arrivée</li><li>• Pas de contrôle de radioactivité (de par provenance des déchets).</li><li>• Contrôle visuel au déchargement</li></ul> <p>Registre tenu sur le site et disponible au niveau du bureau.</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p>	<p>ASTRADEC dispose de modes opératoires pour les stockages et rotations des déchets sur site ; les déchets de bois et déchets verts sont traités sur site.</p> <p>Tas de matières après broyage constituant le compost, qui est stocké suivant préconisations de la rubrique 2780 (hauteur maximale de 5 m).</p>
<p><b>Article 14</b> (Collecte des effluents)</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Le seul réseau existant de la zone déchets verts concerne le collecteur des jus et des eaux pluviales de l'ensemble de la plate-forme dédiée.</p> <p>Il est relié au bassin étanche (lagune) qu'il alimente par gravité.</p> <p>Ce réseau des EP apparaît sur le plan de masse (PJ n°3).</p> <p>Pas de point de rejet (recyclage des eaux pour l'arrosage des andains).</p> <p>Ponctuellement en cas de volume plus important, des opérations de pompages peuvent être effectuées avec élimination des eaux comme déchets (station ou épandage après validation administrative d'un plan d'épandage).</p>
<p><b>Article 15</b> (Points de prélèvements pour les contrôles)</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p>	<p>Un regard (fosse équipé d'un dégrillage) avant la canalisation qui rejoint la lagune permet de réaliser un prélèvement.</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	
<p><b>Article 16</b> (Rejets des effluents)</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Pas de rejet (recyclage pour arrosage des andains).</p> <p>Traitements installés : dégrilleur sur le réseau de collecte avant envoi dans la lagune, dispositif d'aération pouvant être mis en œuvre dans le bassin (pour éviter dégradation anaérobie).</p>
<p><b>Article 17</b> (VLE pour rejet dans le milieu naturel)</p>	<p>Pas de rejet : sans objet</p>
<p><b>Article 18</b> (Raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p>	<p>Pas de rejet : sans objet</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- MEST : 600 mg/l ;</li><li>- DCO : 2 000 mg/l.</li></ul> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (<a href="#">rubrique n° 2750</a>) ou mixte (<a href="#">rubrique n° 2752</a>) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>	
<p><b>Article 19</b> (Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p>	<p>Pas de rejet : sans objet</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>Article 20 (Mesures périodiques) Une mesure des concentrations des différents polluants visés <a href="#">aux articles 17</a> et <a href="#">18</a> est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de telles mesures.</p>	<p>Pas de rejet : sans objet</p>
<p>Article 21 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Epannage) Toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols est interdite, sauf pour les matières fertilisantes et supports de culture répondant à une norme d'application rendue obligatoire, conformément à l'article L. 255-5 <a href="#">du code rural et de la pêche maritime</a>.</p>	<p>ASTRADEC ne dispose pas de plan d'épandage. Aujourd'hui, les produits finis qui partent en épandage sont repris par les producteurs qui disposent d'un plan d'épandage.</p> <p>Pour répondre à la demande croissante et pour rendre autonome la plate-forme sur les filières de valorisation, ASTRADEC envisage d'élaborer son propre plan d'épandage (pour le compost et éventuellement les eaux de la lagune en cas de volumes trop importants pour le recyclage).</p>
<p>Article 22 (Risques d'envols et poussières)</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li><li>- l'opération de broyage est couverte de manière à capter les émissions. Celles-ci sont traitées afin de réduire leur teneur en poussières ;</li><li>- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation ;</li><li>- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.</li></ul>	<p>Présence d'un écran (filet) pour limiter les envois de matières vers les champs agricoles situés à proximité de l'aire de stockage des déchets verts.</p> <p>L'activité est caractérisée par une forte rotation des matières, ce qui limite l'installation des nuisibles (notamment au niveau des stocks).</p> <p>Procédure d'arrosage existante en fonction de la météo et des matériaux stockés (plus particulièrement pour la partie compostage réalisée sur la même plate-forme que les déchets verts).</p>



Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement						
<p><b>Article 23 (VLE poussières)</b></p> <p>Les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 mg/m<sup>3</sup> dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ;</li> <li>- 40 mg/m<sup>3</sup> dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h.</li> </ul>	<p>Présence d'un filet pour limiter les envols de matières vers les champs agricoles situés à proximité de l'aire de stockage et mode opératoires avec arrosages prévus.</p>						
<p><b>Article 24</b> (surveillance des poussières)</p> <p>Une évaluation de la teneur en poussières est effectuée mensuellement par l'exploitant dans les effluents gazeux issus des broyeurs.</p> <p><b>Article 25 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Odeurs)</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les zones d'entreposage des déchets végétaux.</p>	<p>Les zones habitées les plus proches sont à environ 600 m à l'Ouest et plus de 1000 m au Nord Est (sous les vents dominants) mais suffisamment éloigné du site pour assurer une dilution suffisante dans l'air des odeurs.</p> <p>L'extrait de carte IGN joint à la demande d'enregistrement indique les premières habitations / localisation de la plate-forme.</p> <p>Broyage des déchets verts entrants : non générateur d'odeurs.</p>						
<p><b>Article 26</b></p> <p>I. Valeurs limites de bruit :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="291 1177 1086 1390"> <thead> <tr> <th data-bbox="291 1177 555 1331">NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="557 1177 775 1331">ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="777 1177 1086 1331">ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="291 1332 555 1390">Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="557 1332 775 1390">6 dB (A)</td> <td data-bbox="777 1332 1086 1390">4 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	<p>Le seul voisin de la plateforme de tri est la déchetterie communale.</p> <p>Pas de voisin proche (plus proche à environ 600 m à l'ouest).</p> <p>Exploitation globale principalement en période de jour (réglementairement 7h00-22h00), excepté démarrage vers 6h00 le matin.</p> <p>Pas de broyage en période nocturne : consigne interne.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés					
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)					





Articles de l'arrêté du 06/06/2018 pour la rubrique 2794	Justification apportée dans le dossier de demande d'enregistrement
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Appareils de communication :</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Pas d'appareil de communication.</p> <p>Site entouré en partie par des merlons périphériques (hauteur d'environ &gt; 2 m) et également d'arbres.</p> <p>Sources de bruit sur le site : circulation des chargeuses, chargement / déchargement des camions, fonctionnement ponctuel du broyeur (uniquement de jour).</p> <p>Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée en limite de propriété et au niveau des zones habitées (à l'Ouest ECUIRES et au Nord Est BEAUMERIE) dans le cadre de l'exploitation de l'installation actuelle : il n'y a pas de dépassement des valeurs limites autorisées au niveau du voisinage (villages voisins). Il n'y a pas de broyage de déchets verts durant cette campagne.</p>
<p><b>Article 27 - Déchets (Généralités)</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ;</li><li>- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :</li></ul> <ol style="list-style-type: none"><li>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</li><li>b) Le recyclage ;</li><li>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</li><li>d) L'élimination.</li></ol>	<p>Métier du groupe ASTRADEC Environnement</p>